



Front
Uni
des Immigrations
et des
Quartiers
Populaires

**Le mouvement associatif issu de l'immigration :
Acteurs.trices pour la liberté et l'égalité des droits et contre le racisme
et l'islamophobie ici et là-bas;
Organisons la résistance !**

Disons-le, l'engagement social et militant des immigrés a marqué toutes les périodes de l'Histoire migratoire française. **Aussi, la décennie 80 revêt une place toute particulière** ; cette période se caractérise par une visibilité arrachée par les luttes, consacrée légalement par **le droit de se constituer en associations**. Dans la foulée, des organisations sont créées pour porter les revendications qui les caractérisent. Du Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), à la Maison des Travailleurs Immigrés (MTI) en passant par le Conseil des Associations Immigrés en France (CAIF) ou Mémoire Fertile-Agir pour une nouvelle citoyenneté, les efforts de regroupements interculturels et intercommunautaires n'ont jamais cessés.

La naissance des enfants issus de l'immigration va amener de nouveaux questionnements, poser de nouveaux défis et susciter de nouveaux enjeux. De nouveaux regroupements portés par les « héritiers de l'immigration » émergent alors: Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP), Mouvement des Indigènes de la République (MIR), Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), etc. Parallèlement la récurrence des crimes racistes et des violences policières suscitent la création d'autres organisations.

Le 11 septembre 2001, les contours d'un nouvel ordre mondial se dessinent. **Le paradigme du « choc des civilisations », dont use et abuse les politiques, de gauche comme de droite, partout dans le monde, va marquer profondément et durablement la situation politique.** Et en réponse à ces offensives racistes, il n'y aura que la méritocratie pour les immigrés et leurs héritiers ; la diversité doit être rentable.

Dans cette droite lignée, le vote de la " Loi sur les signes religieux dans les écoles publiques françaises" en 2004 va marquer un nouveau tournant ; **la notion même de laïcité est dénaturée pour justifier une logique d'exclusion sociale des femmes musulmanes voilées.** Ce dévoiement va servir de couverture à une islamophobie décomplexée de plus en plus violente envers les personnes de culture musulman.e.s.

Un an après, ces mêmes discours racistes se manifestent lors des discussions pour l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne. Il n'en faudra pas plus pour que des mouvements nationalistes et religieux au sein des populations originaires de Turquie, en France, mais aussi globalement dans toute la diaspora européenne, usent de la lutte contre le racisme pour nourrir et instrumentalise le sentiment d'exclusion grandissant chez les jeunes issues de l'immigration. Plus globalement la colère légitime de nombreux jeunes français héritiers de l'immigration face aux discriminations systémiques et à l'islamophobie appelle un débouché politique et organisationnel. Le besoin d'un canal commun d'expression politique trouve trop souvent en face de lui un vide pouvant conduire à se tromper de combat. Les charlatans ne manquent pas pour tenter d'instrumentaliser à leurs propres fins la lutte légitime contre l'islamophobie et les discriminations (fins électoralistes, de soutien à un pouvoir du pays d'origine des parents, de justification d'une guerre, etc.). **L'islamophobie sert ainsi objectivement les réactionnaires de tous bords. Aujourd'hui, l'acteur principal de cette instrumentalisation est le parti AKP qui , a travers l'image de son leader Erdogan, prétend redonner de la dignité aux musulman.e.s du monde entier.**

Il est grand temps, mais il est encore temps

Nous sommes les héritières et héritiers des luttes de l'immigration et des quartiers populaires (Grèves des sans-papiers et des marchands ambulants, les grèves ouvrières dans l'automobile, dans la sidérurgie, grève des loyers des foyers Sonacotra, Marche pour l'égalité et contre le racisme, mobilisation pour un titre de séjour unique et pour le droit au regroupement familial, combat pour le droit de vote aux résidents étrangers, etc.) et il est urgent que nous nous unissions pour lutter contre le racisme, l'islamophobie et pour l'égalité des droits pour toutes et tous.

De fait, il nous revient la responsabilité d'investir le terrain de la lutte contre toutes les formes de discriminations pour ne pas laisser la place à des organisations réactionnaires, mais aussi et avant tout, pour renforcer notre capacité à résister à la violence de la domination raciste. **Sans maison commune, il nous est impossible de construire le rapport de force nécessaire à notre dignité, et à notre émancipation.**

L'ACORT et le FUIQP s'engagent pleinement pour atteindre ces objectifs, de même que de nombreuses organisations qui œuvrent au quotidien contre toutes les formes de dominations. **Aussi, disons-le, nos différents collectifs se juxtaposent sans pouvoir produire de dynamiques communes ;** certes, nous nous retrouvons sur des combats partagés pour la défense des droits humains, mais sans jamais parvenir à adopter une stratégie d'expression politique collective auprès des populations issues de l'immigration, et des politiques.

Ce colloque doit nous donner les moyens **de renforcer durablement le lien entre ceux qui doivent s'unir et que le système pousse à se diviser ;** déterminons ensemble une feuille de route commune pour lutter contre les dominations de race, de classe, de sexe, et pour l'égalité des droits pour toutes et tous.

Paris, le 9 octobre 2019

Les premiers signataires :

- L'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie- L'ACORT
- Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires - FUIQP
- Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)
- Association Démocratique de Tunisien en France (ADTF)
- Association des Marocains en France (AMF)
- Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)
- Association des Tunisiens de France (ATF)
- Calima Alsace
- Collectif Faty KOUMBA : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence.
- Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDH)
- Comité Vérité et Justice pour Adama
- Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
- Front de mères
- Immigration Développement Démocratie (IDD)
- Quidam
- Association Lallab

Avec le soutien

- Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale – Cedetim
- Revue Mouvements
- Union juive française pour la paix (UJFP)
- Le Collectif Justice & Libertés 67 (Bas-Rhin)
- CGT de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration
- Union Syndicales Solidaires

**Appel ouvert à la signature des associations issues de immigration et des luttes de immigration.
Et au soutien : des associations de solidarité, les syndicats,...**

Signature à envoyer, à acort@acort.org